



## **MINISTÈRE DES ARMÉES**

### **Règlement de la Consultation**

**Maître de l'ouvrage**  
**Ministère des Armées**

**Maître d'œuvre**  
**Unité de soutien du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest**  
**(USID de Lorient).**

### **Objet du marché**

**BAN LANN BIHOUE / Bâtiment B19 – Aménagement de l'atelier**  
**Habitabilité/Oxygène**

## SOMMAIRE

<b>1. - DESCRIPTION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
1.1    Objet de la consultation	4
1.2    Objet du présent Règlement de la Consultation	4
1.3    Contenu du dossier de consultation	4
<b>2    CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2.1    Procédure retenue	4
2.2    Catégorie de marché	5
2.3    Code CPV	5
2.4    Allotissement	5
2.5    Forme du marché	5
2.6    Date d'établissement, type et forme des prix	5
2.7    Délai de validité des offres	5
2.8    Protection du secret	5
2.9    Durée /délai d'exécution du marché	6
2.10   Lieu d'exécution des prestations de travaux	6
2.11   Conditions contractuelles	6
2.12   CCAG applicable	6
2.13   Variantes	6
2.14   Groupement d'entreprises (Cotraitance)	6
2.15   Sous-traitance	7
2.16   Visite des lieux	7
<b>3    MODALITÉS D'APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
3.1    Recevabilité administrative	7
3.2    Appréciation des candidatures	8
3.3    Appréciation des offres	8
3.4    Rectification de la décomposition de prix	9
3.5    Classement des offres	9
<b>4    ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>5    CONTENU DES PLIS ET MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
5.1    Documents et renseignements relatifs à la candidature	11
5.2    Documents relatifs à l'offre	11
<b>6    MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>12</b>
6.1    Date limite de réception des candidatures et des offres	12
6.2    Modalités de remise des plis	13
6.3    Copie de sauvegarde	14
<b>ANNEXE N° I : CERTIFICAT DE VISITE .....</b>	<b>17</b>

## Liste des abréviations

AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG TX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
DMPD	Décret n° 2016-361 du 25.03.2016 Marchés Publics Défense Sécurité
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
STB	Spécification Technique du Besoin (pour les marchés MI)
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
ESID	Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
USID	Unité du Service d'Infrastructure de la Défense

## **1. - DESCRIPTION DE LA CONSULTATION**

### **1.1 Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet les travaux d'infrastructure liés à l'aménagement de l'atelier Habitabilité/Oxygène du bâtiment B19 situé sur la BAN Lann Bihoue (Morbihan -56)

### **1.2 Objet du présent Règlement de la Consultation**

Le présent document définit :

- ↳ Les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- ↳ La présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- ↳ Les modalités de remise des plis ;
- ↳ Les documents et renseignements à fournir pour l'évaluation des candidatures ;
- ↳ Les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- ↳ Les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

### **1.3 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est constitué :

- ↳ *Du présent Règlement de la Consultation.*
- ↳ *De l'AE/CCAP (Acte d'Engagement/Cahier des Clauses Administratives Particulières);*
- ↳ *Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe.*

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le Pouvoir Adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

## **2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 Procédure retenue**

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée ouverte consacrée par les articles R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**Pour cette procédure, le mode de transmission électronique est imposé pour l'ensemble des phases composant la consultation (Retrait du dossier de consultation, remise des candidatures et des offres, négociation, tous échanges de courrier...). La remise des réponses se fait sur la plate-forme des achats de l'état depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

**La remise des réponses sur la plate-forme des achats de l'état depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).**

## 2.2 Catégorie de marché

- ☒ Travaux
- ☐ Fournitures
- ☐ Services

## 2.3 Code CPV

45262640-9

## 2.4 Allotissement

- ☒ Les fournitures/prestations font l'objet d'un marché unique.
- ☐ Les fournitures/prestations sont divisées en lots.

## 2.5 Forme du marché

- ☒ Marché ordinaire
- ☐ Accord-Cadre multi attributaires à Marchés Subséquents
- ☐ Accord-Cadre mono attributaire à bons de commande sur Bordereau de Prix
- ☐ Marché à tranches optionnelles

## 2.6 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans l'AE/CCAP.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise de la dernière et meilleure offre.

Toutefois, si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'est réservé le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, et qu'il en a fait usage, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

## 2.8 Protection du secret

Conformément aux dispositions de l'article 78 de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché sera qualifié de :

- ☐ Contrat non protégé
- ☒ Contrat sensible
  - ☒ Sans Contrôle Élémentaire Préalable de la Personne Morale
  - ☐ Avec Contrôle Élémentaire Préalable de la Personne Morale
- ☐ Contrat nécessitant l'accès à des informations ou supports classifiés
- ☐ Contrat nécessitant la détention d'informations ou supports classifiés

**Le dossier de consultation contient des documents "Diffusion Restreinte"**

Oui ☐ ... Non ☒

## **2.9 Durée /délai d'exécution du marché**

☐ La durée de validité de l'Accord-Cadre, pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, est définie dans l'Acte d'Engagement.

☐ La durée de validité de l'Accord-Cadre, pendant laquelle peuvent être notifiés les Marchés Subséquents, est définie dans l'Acte d'Engagement.

☒ Le(s) délai(s) de livraison/d'exécution est (sont) défini(s) dans l'AE/CCAP.

☐ Le délai de livraison/réalisation maximum ne devra pas dépasser **1 mois sous peine de rejet de l'offre.**

## **2.10 Lieu d'exécution des prestations de travaux**

BAN LANN BIHOUE

## **2.11 Conditions contractuelles**

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le l'AE/CCAP cité au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation.

Les prestations et les fournitures du marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation.

## **2.12 CCAG applicable**

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est :

☐ Le CCAG Fournitures Courantes et Services

☒ Le CCAG Travaux

☐ Le CCAG Prestations Intellectuelles

☐ Option A de l'article 25

☐ Option B de l'article 25

☐ Le CCAG Marchés Industriels

☐ Le CCAG Techniques de l'Information et de la Communication

## **2.13 Variantes**

Procédure adaptée

**Variantes autorisées par défaut** ☐ ☐ Obligatoires ☒ Interdites

Possibilité de les interdire ou de les rendre obligatoires (ancienne PSE)

## **2.14 Groupement d'entreprises (Cotraitance)**

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être :

☒ Solidaire

☐ Conjoint

☒ Conjoint avec solidarité du mandataire

Le candidat ne pourra pas se présenter :

☐ En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements

- ☐ En qualité de membre de plusieurs groupements
- ☒ En qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

## 2.15 Sous-traitance

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux articles [R2193-1](#) au [R2193-2](#) du [CCP](#) (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que pour toute sous-traitance dont le montant est égal ou supérieur à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

## 2.16 Visite des lieux

La visite est obligatoire :

- ☐ Non
- ☒ Oui

L'attention du candidat est attirée sur l'obligation qui lui est faite de fournir à l'appui de son offre un certificat de visite des lieux dûment signé par le représentant du maître d'œuvre.

**La fourniture du certificat de visite conditionnera la recevabilité de l'offre.**

Les visites se feront dans un créneau de vingt (20) jours ouvrés.

Ce créneau débutera à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la « Place ».

Les candidats contacteront les personnes suivantes afin de prendre rendez-vous pour la visite :

ESID / USID	Personne(s) à contacter	Téléphone	Courriel
USID Lorient	M Samuel BOLMONT	02 97 12 40 76	<a href="mailto:samuel.bolmont@intradef.gouv.fr">samuel.bolmont@intradef.gouv.fr</a>

## 3 MODALITÉS D'APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 3.1 Recevabilité administrative

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fera procéder à l'ouverture des plis sur la PLACE. Il est rappelé que les offres :

- ✎ Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans l'appel d'offre, éventuellement reportée,
- ✎ Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté,

seront rejetées sans jugement sur le fond et retournées au candidat concerné.

## 3.2 Appréciation des candidatures

En fonction de l'analyse des dossiers reçus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres des soumissionnaires avant leur candidature.

Dans tous les cas, la(es) candidature(s) sera(ont) appréciée(s) sur la base des renseignements et documents demandés, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés :

- ✎ Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés.
- ✎ Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires.
- ✎ Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

**Toutefois, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander des compléments au dossier de candidature. Les compléments devront être fournis dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande. Après vérification de la complétude des dossiers de candidature et de leur analyse, le RPA sélectionnera les candidatures retenues.**

**La(es) candidature(s) ne présentant pas les garanties et capacités juridiques, techniques et financières sera(ont) rejetée(s). Dans le cas où l'analyse des offres précéderait celle des candidatures, la candidature du soumissionnaire suivant au classement des offres sera alors étudiée.**

## 3.3 Appréciation des offres

### 3.3.1 Critères éliminatoires

- ✎ Les offres ne comprenant pas l'ensemble des pièces exigées au [paragraphe 5.2 ci-dessous](#) ;
- ✎ Les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;

**Les candidats doivent répondre à la totalité des exigences figurant dans le cahier des charges.**

- ✎ Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des dispositions du Décret Marchés Publics<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ([Art R2152-1 à Art R2152-2 du CCP](#)).

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ([Art R2152-1 à Art R2152-2 du CCP](#)).

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation ([Art R2152-1 à Art R2152-2 du CCP](#)).



### 3.3.2 Critères de sélection des offres

#### 3.3.2.1 Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées dans le cadre du [paragraphe 3.3.1](#) ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

##### Critère n° 1 : Prix :

Il est précisé que le critère prix sera apprécié en prenant comme référence le montant total figurant à l'Acte d'Engagement

##### Critère n° 2 : Valeur technique de l'offre :

Il est précisé que le critère qualité sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe 3.3.2.2](#) du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Synthèse de la pondération des critères:

Prix Pondération	Valeur technique pondération
70%	30 %

#### 3.3.2.2 Méthodologie d'attribution des notes

##### A - L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante :

$$\text{Note} = (\text{Prix le plus bas} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times (\text{Coefficient de pondération}).$$

##### B - L'évaluation du critère technique se fera par la méthode suivante:

L'appréciation de la valeur technique s'appuiera sur le mémoire technique qui comportera :

- les références détaillées et prouvées de l'entreprise lors de missions équivalentes (30 pts),
- la présentation de l'équipe et les qualifications des personnels qui seront chargés de la mission (20 pts),
- la liste des matériaux et équipements à installer (20 pts).
- la fourniture du SOGED (30 pts).

$$\text{Note} = (\text{Nombre de points de l'offre technique évaluée} / \text{Nombre de points de l'offre technique la meilleure}) \times (\text{Coefficient de pondération}).$$

### 3.4 Rectification de la décomposition de prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

↳ Les indications de prix portées dans l'AE/CCAP prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les décompositions de prix forfaitaires qui seraient erronées, pour les mettre en harmonie avec les prix correspondants ; en cas de refus, son offre pourra être éliminée comme non cohérente.

### 3.5 Classement des offres

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

## 4 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le présent marché sera négocié.

Le Pouvoir Adjudicateur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Il peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation qui deviennent alors des offres finales.

Dans tous les cas, un ordre de classement des offres est établi. Le soumissionnaire dont l'offre finale arrivera en première position se verra attribuer le marché.

En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

Sur les bases de la notation des offres initiales et sous réserve d'un nombre d'offres suffisant, le RPA se réserve le droit de ne pas retenir tous les candidats pour former la liste restreinte des candidats admis en phase négociation.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, dès qu'il aura fait son choix, notifiera à tous les autres candidats leur non admission en phase de négociation via LA PLACE, en leur indiquant les motifs du rejet de leur offre ([Article R2182-2 du CCP](#)).

À la fin des négociations, il sera demandé à chacun des candidats une offre finale technique et financière basée sur la dernière version des documents contractuels fournis.

**La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché, telles que, notamment, son objet ou les critères de sélection des offres.**

La négociation pourra cependant porter sur :

- le prix ou ses éléments : par exemple, le coût d'acquisition, le coût de stockage ou de transformation, le prix des accessoires, des pièces de rechange, des garanties, de l'entretien, du transport, etc. ;
- la quantité : la quantité nécessaire, la fréquence des commandes, la structure des remises accordées, etc. ;
- la qualité : la qualité, suffisante ou, au contraire, surestimée au regard des besoins, son incidence sur le prix, si le niveau de qualité demandé est modifié à la hausse ou à la baisse ;
- le délai : l'incidence sur le prix des exigences en terme de délai, la part du transport et des formalités diverses, etc. ;

Un ordre de classement des offres sera établi. Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché.

**Le candidat dont l'offre a été retenue ne pourra se voir attribuer le marché qu'à la condition qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10, R. 2143-16 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique. S'il ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement l'offre de ce candidat qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par le RPA. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.**

Le Pouvoir Adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre par le biais de la messagerie de la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE).

## **5 CONTENU DES PLIS ET MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES OFFRES**

Tous les documents et renseignements demandés au titre de la candidature et de l'offre devront être transmis par **voie électronique sur la plate-forme des achats de l'état depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

## **5.1 Documents et renseignements relatifs à la candidature**

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Le dossier de candidature devra comporter tous les renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures dans l'AAPC cité au paragraphe 2.1.

Le candidat qui ferait appel à un ou plusieurs sous-traitant(s), accompagnera sa candidature des déclarations de sous-traitance (Formulaire DC4).

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus seront retenus.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

### **5.1.1 Candidature simplifiée**

Les candidats éligibles peuvent déposer une candidature simplifiée. Les candidats éligibles ne souhaitant pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement d'opérateurs économiques, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée.

En tout état de cause, une même personne ne peut présenter plus d'un candidat pour un même marché.

#### ***Candidature sous forme simplifiée - Document Unique de Marché Européen (DUME)***

En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

#### ***Candidature hors DUME***

Les candidats fourniront impérativement les formulaires de déclaration suivants ou leurs équivalents :

- DC1 (lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants),
- DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement),

Formulaires téléchargeables à partir du lien [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat).

## **5.2 Documents relatifs à l'offre**

Le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre. Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation dans le cas d'une procédure négociée.

À l'appui de son offre, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

### **5.2.1 Un projet de marché**

### 5.2.1.1 Un projet de marché comprenant

↳ un AE/CCAP et ses annexes: cahier ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

L'Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.1 du AE/CCAP, ils doivent le préciser à l'Article 11 de l'Acte d'Engagement.

↳ le Cahier des Clauses Techniques Particulières<sup>4</sup> (CCTP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, cadre complété en annexe au présent règlement de la consultation : **Cahier joint à accepter sans aucune modification.**

### 5.2.2 Autres pièces constitutives de l'offre

#### 5.2.2.1 Un mémoire technique comprenant :

Ce mémoire technique détaillera parfaitement l'opération et l'ensemble des moyens envisagés :

- les références détaillées et prouvées de l'entreprise lors de missions équivalentes,
- la présentation de l'équipe et les qualifications des personnels qui seront chargés de la mission,
- la liste des équipements à installer.

## 6 MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

### 6.1 Date limite de réception des candidatures et des offres

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur via PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

#### 6.1.1 Modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à trois (3) jours ouvrés.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date..

## **6.2 Modalités de remise des plis**

Les opérateurs économiques devront :

- d'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

- d'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>.

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou via les portails [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en annexe du présent document.

Nommage des fichiers :

Pour des raisons d'optimisation de la dématérialisation, les règles de nommage ci-dessous doivent être respectées par les candidats. Le type de pièce doit figurer au début du nom de fichier, il est ensuite suivi du numéro chronologie de marché (n° d'appel d'offre), et, enfin du nom de la société.

<Type de document><n° appel d'offre><nom de l'entreprise>

Chacun des items est séparé du suivant par un « underscore » de la touche 8 sur un clavier Azerty. Aucun accent ni de caractère spécial ne doit apparaître dans le nommage du fichier.

Exemples :

AE\_AF1\_259\_entrepriseX  
MTEC\_AT3\_5423\_entrepriseZ  
DC1\_7813\_entrepriseY  
Kbis\_1478\_entrepriseW

### **6.3 Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature (ou l'offre) qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli sera adressé à l'adresse postale ci-dessous :

ESID de Brest  
Service des Achats de l'Infrastructure  
BCRM de Brest – CC 16  
29240 Brest Cedex 09

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au paragraphe 5 ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

**NE PAS OUVRIR  
COPIE DE SAUVERGARDE**

*"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"*

ÉSID de Brest  
Division GP – SAF/ Achats  
BCRM de Brest - CC 16  
29240 Brest Cedex 09

**Objet du marché :**  
Consultation N°

**BAN LANN BIHOUE / Bâtiment B19 – Aménagement de l'atelier Habitabilité/Oxygène**

Nom et adresse du candidat :

### **6.3.1 Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.





## CERTIFICAT DE VISITE

M.....

Représentant l'entreprise.....

**Certifie avoir effectué la visite de contrôle nécessaire à l'établissement de son offre de prix relative à l'opération suivante :**

**Objet :**

Consultation N°

**BAN LANN BIHOUE / Bâtiment B19 – Aménagement de l'atelier Habitabilité/Oxygène**

**Visite effectuée le :**

Pour l'Entreprise :

(Cachet & signature)

Pour le Représentant du Maître d'Ouvrage :

(Cachet & signature)